

Le P'tit Castelroussin

Le mensuel des socialistes de l'agglomération castelroussine

Dispensé de timbrage Desb. Châteauroux PPDC

ExL:
Section Socialiste de
Châteauroux
70 Avenue Charles
de Gaulle
36000 Châteauroux

Dépôt le
17/12/10



PS

N°10
Décembre 2010

SOMMAIRE

Page 1 et 6 - Édito

Page 2

♦ Les brèves par
Antoine Gossin

Page 3

♦ "Maisons de
quartier" par *Hugues
Fonty*

Page 4

♦ Projet de loi de
Finances 2011 par
*Delphine
Chambonneau*" par

Page 5

♦ "Les dépêches
nationales du P.S par
*Delphine
Chambonneau*

Directeur de la publication :
Manuel Flam

Commission paritaire : 0115P11515
Dépôt légal : le 17/12/10
N°ISSN : 2105-7362
Prix de vente au N° : 1,25 €
Abonnement : 12,50 €
Abonnement de soutien : 24,50 €
Imprimé par nos soins au
70 avenue Charles de Gaulle
36 000 Châteauroux



Pour un socialisme de la responsabilité

L'arrivée au pouvoir de Nicolas Sarkozy est marquée par la déclinai-son de promesses aussi péremptores que non suivies d'effets : travailler plus pour gagner plus, restaurer la sécurité en « nettoyant les banlieues », etc... En vérité la méthode de gouvernance de Sarkozy consiste à faire voter des lois pour chaque faits divers, à répondre sans cesse à l'é-motion suscitée par une bravade, un roulement de mécanique, une déclaration outrancière. Rappelons nous du discours hallucinant de Grenoble où le Président s'est tout simplement assis sur les principes républicains en associant immigration et délinquance : et tout ça pour faire un coup médiatique. Les conséquences de ces propos sont immenses : ils libèrent la parole raciste, ils soufflent sur les haines et les divisions au sein du peuple français. Ils sont **irresponsables**. Ils sont ce que nous nous ne supportons plus.

Le petit frère de Nicolas Sarkozy en Berry, Jean-François Mayet, se

comporte de la même manière lorsqu'il gonfle le torse pour annoncer qu'une révolution chinoise va sauver la ville de Châteauroux du gouffre dans lequel il l'a lui-même précipitée. Car avant d'annoncer l'émergence d'une technopole de pointe de plus de 850 hectares où des dizaines d'entreprises à forte valeur ajoutée, avant d'annoncer la création de quatre à cinq mille emplois sur notre agglomération en 4 ans – ce qui représenterait un accroissement vertigineux du taux d'activité local (supérieur à 20%), du jamais vu en France depuis 30 ans, il faut bien clarifier ce que Monsieur Mayet a vraiment réussi depuis qu'il est maire de notre ville.

Depuis 2001, Châteauroux a perdu plus de 4% de sa population (soit plus de 2.000 habitants), fermé 4 écoles primaires et vu disparaître nombres d'entreprises (Auga, Berry Tuft, Spatz, Mead emballage ...). En 10 ans, des milliers d'emplois ont donc ainsi disparu. Le taux de chômage castelroussin qui était l'un des plus bas de France (6,9% en 2001) et au-

Le P'tit Castelroussin

(Les brèves)

L'information locale en bref

Par Antoine Gossin



Si l'hiver s'annonce particulièrement rigoureux cette année, les Castelroussins doivent également se préparer à une autre forme de rigueur, budgétaire celle-là. En effet, les coupes sombres dans le budget municipal se multiplient tandis que les impôts locaux poursuivent leur hausse. Une austérité qui n'empêche pas, cependant, Monsieur le Maire, de dépenser l'argent public de manière totalement inopportune. Retour sur les faits ...

LES INVESTISSEMENTS REDONDANTS DE M^R MAYET

Monsieur Mayet, en sa qualité de président de la communauté d'agglomération n'a de cesse de le répéter : « la CAC investit chaque année des sommes substantielles dans des équipements collectifs » dont la première des destinations est d'accroître le bien-être et le service rendu aux usagers, nous dit-on.

Ainsi après avoir dépensé pas moins de 21 millions d'€ pour le Tarmac, une salle de spectacle où - faute de public - les déprogrammations et autres annulations sont les seuls événements sûrs de figurer à l'affiche - et 9 millions d'€ dans le stade de la Margotière désespérément déserté par les joggeurs ; voilà que notre Maire s'apprête de manière tout aussi compulsive à dépenser des sommes colossales dans des infrastructures à l'utilité douteuse.

Monsieur Mayet, associé cette fois-ci à son collègue du Sénat, Louis Pinton, ambitionne donc à présent de doter notre agglomération d'un réseau internet très haut débit, et ce, pour quelques 30 millions d'€. **Un équipement particulièrement superflu selon les experts eu égard notamment au réseau haut débit déjà déployé par France Télécom sur l'ensemble du département.** Mais qu'à cela ne tienne, le projet est déjà lancé ! A quand donc la construction d'une autoroute (A21)

reliant fort utilement Vierzon à Limoges en passant par Châteauroux ???

JE DEPENSE DONC JE SUIS ...

Décidemment, Monsieur Mayet souhaite à tout prix nous prouver qu'en matière de dépenses publiques inutiles, il sait faire, voire il excelle ...

Ainsi donc, après avoir fermé l'école Françoise Katz, voici que les locaux désaffectés du groupe scolaire accueillent depuis quelques jours une partie du conservatoire de musique et de danse.

Hélas, les besoins de l'enseignement artistique n'étant pas les mêmes que ceux d'une école primaire, d'importants travaux - notamment d'insonorisation - sont déjà projetés sur le site. Des travaux qui font, par ailleurs, échos à ceux en cours de réalisation au centre Racine dont la vétusté ne permettait plus d'accueillir décemment nos jeunes artistes.

Bref, d'ici quelques mois, le conservatoire de Châteauroux pourra rayonner à nouveau dans des locaux neufs (à Françoise Katz et au Centre Jean Racine donc). **Des travaux de réflexion qu'il faudra toutefois rapidement amortir dans la mesure où la Mairie nous annonce déjà le prochain déménagement de l'école de musique et de danse cette fois-ci vers une structure flambant neuve**

flambant neuve que l'agglomération s'apprête à financer sur l'ancien site de l'usine Balsan.

Bref, je dépense (inutilement) donc je suis ...

LIGNE À GRANDE VITESSE

Une ligne à grande vitesse cela coûte forcément cher : 20 milliards d'€ pour celle qui pourrait, un jour, relier Paris à Clermont-Ferrand via Châteauroux.

Face à l'importance des sommes en jeu, l'Etat - en sa qualité de maître d'ouvrage - cherche assez naturellement des partenaires financiers. A ce titre, la région Centre fut sollicitée.

L'ennui c'est que Nicolas Sarkozy, non content d'avoir fortement aggravé la dette de l'Etat (le déficit public de la France a augmenté de plus de 20% depuis 2007) a également organisé « l'assèchement financier » des collectivités locales. Aussi, avec la loi de finances de 2011, les conseils régionaux se trouvent aujourd'hui privés de toutes recettes fiscales et ne disposent plus pour assurer leur fonctionnement que d'une dotation allouée par l'Etat (dont le montant est, par ailleurs, gelé jusqu'à nouvel ordre). **Dans ces conditions demander au Conseil Régional de contribuer au financement des projets de l'Etat n'est ce pas comme proposer à un grand anémié, de participer à un programme intensif de don du sang ?**

Le P'tit Castelroussin

[Vie associative]



Quand la Mairie fait main basse

sur les maisons de quartiers _____ Par Hugues Fonty

La richesse d'une ville c'est non seulement la vitalité de son tissu économique, la qualité de son environnement mais c'est aussi le dynamisme de son réseau associatif. On peut dire qu'à Châteauroux, et le forum des associations l'a encore montré cette année, nous sommes particulièrement bien pourvus. Le tissu associatif est dense et couvre de nombreux domaines.

Plutôt que de me livrer à une critique gratuite de la politique associative de l'actuelle municipalité, il me paraît plus opportun de vous livrer notre vision des relations entre une association et la municipalité. La municipalité est souvent le premier partenaire financier et technique : subvention de fonctionnement, prêt de matériel ou de salle. Il est, en effet, du devoir de la mairie de permettre à chacun de s'exprimer, d'animer culturellement et sportivement la ville. Les associations animent, font vivre la ville. Un lien fort existe donc entre ces deux partenaires. Mais cela ne doit pas être un lien de subordination surtout en ce qui concerne les associations de quartier.

A ce titre plusieurs décisions municipales nous paraissent contre-productives. **La disparition de l'association Vivre St-Jean (dissoute le 17 décembre) remplacée par la maison de quartier St-Jean/St-Jacques en est une.** Certes, cette dernière reprend les mêmes attributions mais il est dommage que sous couvert d'arguments budgétaires fallacieux, une association d'habitants disparaisse pour être gérée directement par la mairie. M^r Mayet avait largement polémique au sujet de l'Espace Rencontre Culture et Loisirs du quartier St-Jean, promettant d'ailleurs au passage de relancer l'association. Aujourd'hui ce n'est non seulement pas fait mais la Maison de quartier St-Jean/ St-Jacques, une structure purement municipale, absorbe aujourd'hui

St-Jean - structure purement municipale - absorbe aujourd'hui le Forum (géré autrefois par la FOL).

Des associations de quartiers devenus les satellites de l'Hôtel de Ville

Enfin, sur le quartier Beaulieu, la même stratégie centralisatrice a prévalu. M^r le Maire ayant ici non seulement décidé du déplacement dans les locaux de l'ancienne école Madeleine Sologne de la Maison Pour Tous (alors qu'elle se trouvait au cœur du quartier, au plus près des habitants), mais aussi en évinçant une nouvelle fois les habitants de la gestion et de l'animation de leur association, pour en confier la totale maîtrise à une entité dépendant directement de l'Hôtel de ville. La fameuse Association de Gestion des Maisons de Quartiers (AGMQ) a, en effet, aujourd'hui pleine et entière autorité pour animer, gérer et diriger toutes les maisons de quartier de la ville. Alors, certes on nous explique que **cette « remunicipalisation forcée »** avait pour but de réaliser des économies d'échelle et de rationaliser les moyens déployés par la collectivité, mais cet argumentaire ne nous convainc pas. Tout d'abord, rien ne permet d'établir que les 700.000 € de subventions annuelles allouées par la municipalité aux Maisons de Quartier étaient jusqu'ici mal utilisés et qu'ils seront mieux valorisés par l'AGMQ.

Bien au contraire, souvent ce genre

de mise sous tutelle financière ne fait que préfigurer de futures coupes sombres et autres mesures d'austérité dans les budgets octroyés par la municipalité au titre de l'action sociale.

Enfin, rien ne nous permet non plus d'espérer que ces maisons de quartier, satellites de l'Hôtel de Ville, pourront aussi bien fédérer les habitants des quartiers concernés que ne le faisaient les structures précédentes, qui elles, étaient réellement animées d'un esprit participatif et citoyen. Ici, on peut même dire que les premiers résultats enregistrés sur le terrain confirment nos craintes. **Ainsi, par exemple, sur Beaulieu, la maison de quartier connaît une forte baisse de sa fréquentation, une désaffection en forme de désaveu.**

En conclusion, il nous semble, à nous socialistes castelroussins, que les Maisons de Quartier doivent impérativement redevenir des lieux d'expression citoyenne, où les habitants des quartiers concernés disposeraient de l'autonomie suffisante pour arrêter eux-mêmes les modes d'animation et d'action sociale nécessaires aux populations. Cela ne nous paraît pas être la meilleure façon de rendre les habitants responsables et acteurs de leur quartier. **A défaut, c'est la vie démocratique de ces quartiers qui s'en trouvera hypothéquée car alors en butte à l'instrumentalisation politique et aux arrières-pensées électoralistes.**

Le P'tit Castelroussin



Un projet de loi de finances pour 2011 inefficace, douloureux et injuste



Alors que le gouvernement voudrait nous faire croire que les déficits d'aujourd'hui seraient la seule conséquence de la crise économique que traversent la France et le monde. Cependant la Cour des comptes est très explicite, dans un récent rapport, **elle attribue à la crise seulement 50 milliards des 154 milliards de déficits du budget pour 2010.**

La croissance est encore molle en Europe, incertaine aux Etats-Unis, le climat de défiance vis-à-vis de l'économie est toujours présent, il en va de même en France. Nicolas Sarkozy a voulu nous faire croire à une diminution des impôts mais la réalité est bien autre et ce sont **10 milliards d'impôts nouveaux, payés par les classes moyennes et populaires, qui verront le jour en 2011 :**

- Arrêt brutal des mesures de relance.
- Arrêt des prêts à taux zéro dans l'immobilier remplacé par des mesures réduites.
- Augmentation de la TVA sur les abonnements internet
- Taxe sur les assurances
- Taxe sur les offices HLM

Autant de mesures que les jeunes arrivants dans la vie active, déjà en difficulté pour trouver un emploi devront subir.

Ces projets de loi ne s'arrêtent pas là, ainsi les économies prévus au budget de l'Etat, auront des conséquences directes désastreuses sur les plus faibles et engendreront une baisse du pouvoir d'achat :

- Diminution du nombre de poste dans la fonction publique.
- Blocage des salaires des fonctionnaires
- Diminution significative des aides de l'Etat aux associations de solidarités et aux associations culturelles et donc diminution significative des emplois aidés alors que le chômage des jeunes s'aggrave.
- Baisse des concours de l'Etat aux collectivités territoriales

Toutes ces mesures ne peuvent avoir pour conséquence la relance de l'activité, bien au contraire. **Le gouvernement impose l'austérité pour les plus faibles**, le pouvoir d'achat des ménages ne va cesser de diminuer et donc leur consommation, les carnets de commandes des entreprises vont encore se réduire, et le chômage des jeunes et des moins jeunes va encore se creuser.

Il est évident que les mesures envisagées par le gouvernement pour 2011 ne sauraient relancer l'économie mais une alternative est possible. **Une autre loi de finance devrait porter une réforme fiscale juste et efficace dont la France a besoin.** Afin d'assurer l'équilibre de

notre régime de retraite, de l'assurance maladie et de diminuer le déficit de l'Etat, et pour mener des politiques indispensables à la jeunesse et à notre avenir, une réforme en profondeur de notre fiscalité doit être envisagée :

- Fixer des priorités dans les dépenses de l'Etat. **Préférer les dépenses efficaces aux dépenses quantitatives** que sont par exemple la suppression d'un enseignant sur deux partant à la retraite.
- **Simplifier notre système fiscal, pour que ce ne soit plus les plus faibles et les classes moyennes qui supportent l'effort**, en supprimant les mécanismes d'exonérations et de niches fiscales qui rendent nos impôts opaques et profondément injustes.
- **Fusionner l'impôt sur le revenu et la CSG** afin de doter la France d'un grand impôt sur les revenus permettant de financer, par la solidarité, aussi bien le budget de l'Etat que celui de la sécurité sociale. Cet impôt devra porter sur l'ensemble des revenus (travail et capital) et être réellement progressif.

Pour les Jeunes Socialistes de l'Indre
Delphine CHAMBONNEAU

Le saviez-vous ?

Le P'tit Castelroussin existe également en version électronique !!!

Aussi, si vous êtes tentés par un mensuel plus beau (parce qu'en couleurs), immédiatement accessible dans votre boîte mail (pas d'acheminement postal) et plus économe pour les ressources terrestres, faites-le nous savoir en nous communiquant votre adresse mail à l'adresse électronique suivante : sectionpschateauroux@gmail.com

Le P'tit Castelroussin

[Politique Nationale]



Les dépêches nationales du P.S

Par Delphine Chambonneau

Si le mois dernier, la France a, enfin, connu un remaniement ministériel, force est de constater, un mois plus tard, que la politique poursuivie reste, hélas, la même ...

RALLONGE POUR L'ÉCOLE PRIVÉE : UNE PROVOCATION INDÉCENTE

Le vote par le sénat d'un amendement attribuant une rallonge de 4 millions d'euros à l'enseignement privé, au détriment des crédits affectés à l'école publique est proprement hallucinant. Dans le budget 2011, le privé ne supporte déjà que 10% des suppressions d'emplois au lieu des 20% que l'équité exigerait. Le Parti socialiste s'étonne que le Sénat n'ait pas jugé opportun d'étendre sa générosité en proposant, par exemple, de rétablir parallèlement quelques uns des 14 400 postes supprimés dans l'école publique. Il est vrai que l'engagement en faveur de l'école privée du sénateur UMP Jean-Claude Carle, à l'origine de l'amendement, s'est déjà traduit par une loi créant un véritable « chèque éducation privée » à la charge des communes. Le P.S appelle les parlementaires à rétablir les crédits destinés à l'enseignement public, gratuit et laïc, que des années de sape et de restrictions ont suffisamment mis à mal comme cela.

Communiqué du 3/12/2010 de Bruno Juliards, Secrétaire National à l'Education

MISE EN CAUSE DE L'AIDE MÉDICALE D'ÉTAT : LA DROITE NE RECULE DEVANT RIEN !

Après l'Assemblée nationale, le Sénat examine la remise en cause l'aide médicale d'État accordée aux étrangers en situation irrégulière ne justifiant pas de ressources suffisantes. Les parlementaires de la majorité ont choisi sciemment de fragiliser davantage encore une population souvent précaire. Le Conseil national du sida, tout comme l'ordre des médecins, se sont insurgés contre cette politique irresponsable. Ce dispositif permet aujourd'hui à chacun, sur le territoire français, de bénéficier d'une couverture santé minimale. Il s'agit là d'une tradition qui honore la France. Mais au-delà de cette exigence humanitaire, la remise en cause de ce droit constitue un risque de santé publique. Ne pas soigner les populations les plus fragiles aura des conséquences sur l'état sanitaire général de la France et des Français.

Communiqué du 1/12/2010 de Marisol Touraine, Secrétaire nationale à la Santé

PREMIERS MORTS DE L'HIVER

Alors que le décompte tragique des premiers morts de l'hiver a commencé, chacun se pose cette question : comment un pays aussi riche que le nôtre peut-il laisser des femmes et des hommes mourir de froid ? La réponse n'est pas simple, mais elle pose notamment la question du logement : **comment un budget de 35 milliards d'euros consacré par la puissance publique à la politique de l'habitat peut-il aboutir à un tel échec ?** L'accumulation des nuitées d'hôtel comme solution d'urgence et l'incitation à peine voilée à la traque aux sans papiers dans les centres d'hébergement pour « faire de la place » sont deux symboles forts de la gabegie, de la désorganisation et du manque de perspectives de la politique du logement du gouvernement actuel. Nous refusons ce gaspillage, nous refusons cette politique. Il faut au contraire mettre fin aux avantages fiscaux inefficaces, plafonner les loyers à la relocation, renforcer la loi SRU et construire massivement des logements sociaux.

Communiqué du 1/10/ 2010 de Nathalie Perin, Secrétaire Nationale au logement

Le P'tit Castelroussin

PS 

Pour un socialisme de la responsabilité !

(suite) ... des plus bas de France (6,9% en 2001) et aujourd'hui supérieur à la moyenne nationale (+ 9,5%). Châteauroux se paupérise chaque jour un peu plus, le nombre de castelroussins sans emploi y croît presque quotidiennement tandis que les administrations y sont peu à peu démantelées - préfigurant un futur désert en terme de service public.

Telles sont aujourd'hui les réalités auxquelles se trouvent confrontés les castelroussins. Alors Monsieur Mayet peut bien préconiser la méthode Coué comme alternative à ce lent déclin, et nous aimerions bien croire que le jour où la Chine s'éveillera en Berry, Châteauroux rayonnera à travers le monde. Hélas, nous constatons que cette politique consiste bien plus en



4.000 emplois et 850 hectares d'activités nouvelles à Châteauroux. Futur miracle ou mirage économique ?

un amoncellement de promesses non tenues et d'opportunités ratées qu'en des réalisations utiles pour votre ville. **En vérité, les propos de Mayet sont irresponsables.** Ils sont ce que nous nous ne supportons plus.

Nous socialistes devons offrir le visage de la responsabilité. Nous ne devons pas promettre n'importe quoi dans l'espoir d'une victoire et ensuite ne pas être capable d'honorer nos promesses. Laissons ça à la droite, laissons ça à Monsieur Mayet, l'homme des 4000 emplois après-demain et des moins 2000 emplois aujourd'hui. **Soyons responsables. C'est la condition de nos victoires futures.**

Manuel Flam
Secrétaire de section de Châteauroux

Le Dimanche 16 Janvier 2011, la section PS de Châteauroux vous convie, en présence de Michel Sapin, à sa traditionnelle galette républicaine.

Rejoignez-nous donc dès **15 H 00** à la **salle des Fêtes de Saint-Christophe (Rue Grande Maison)**.

Inscrivez-vous auprès de Thérèse Delrieu au 06.81.63.61.28 avant le 10 janvier !

